

## INSCRIPTIONS

Staderer de 10 heures du matin à 2 heures du soir; 40, Rue d'Orléans.  
De 3 à 4 heures du soir rue Uruguay 26.

Toute la correspondance devra être dirigée au Pirat.

Tous les manuscrits, inscrits ou non, ne sont pas rendus.

Téléphone «La Coopérative» N° 339.

Impreso en los talleres de la imp. LATINA.

# COURRIER FRANCO-ORIENTAL

## JOURNAL DU SOIR

Rédacteur en chef: J. G. Baron Dubard — Rédaction et Administration: rue URUGUAY 26.

## ABONNEMENTS

	Montevideo	Campagne
Un mois . . . . .	\$ 1.00	\$ 1.20
Trois mois . . . . .	3.00	3.60
Six mois . . . . .	5.50	6.60
Un an . . . . .	10.00	12.00
Número du jour . . . . .	\$ 0.01	
► ancien . . . . .	0.10	

Les abonnements partent du premier et du cinquième de chaque mois.

Les réductions pour semestres et années ne portent que sur souscriptions payées d'avance.

## Une veuve

Paris, 12 Septembre.

Elle s'appelle Mme Michelet, et c'est vers elle qu'est allée, l'autre jour, une partie des hommages de la foule. Elle a été l'âme de cette fête du centenaire, et si rien n'a manqué aux honneurs de l'apothéose décernée par la République au grand historien, c'est qu'elle en avait elle-même surveillé tous les détails et approuvé le programme. Cette veuve est une femme admirable dont je voudrais parler un peu ici. Il m'a été donné, ces jours derniers, de m'entretenir longuement avec elle et de recueillir de ces lèvres des confidences et des souvenirs.

C'était dans la petite maison déserte, mais célèbre qui s'élève derrière le jardin du Luxembourg. Le quartier est discret, tranquille, et les plus grands bruits de la rue viennent des oiseaux qui jasent dans les arbres voisins. C'est là que Mme. Michelet depuis quarante-cinq ans demeure en un appartement modeste, mais rempli de fleurs et de soleil. C'est là que depuis près d'un quart de siècle elle veille sur une mémoire glorieuse et chère avec la piété d'une vestale antique.

Je ne sais pourquoi, en entrant dans cette maison inondée de lumière, je me suis rappelé cette belle pensée du grand disparu: «Pour le corps ainsi que pour l'âme, mourir, c'est vivre. Et il n'y a rien de la vie en ce monde. L'ignorance des temps barbares avait fait de la mort un spectre. La mort est une fleur.» Et c'est une éternelle floraison de choses passées qui s'épanouit ici. Les murs n'ont pas la aspect malconique d'un seul sombre. On ne pleure pas ici: on se souvient.

Il y a de la vie partout: dans les cadres ternis où sourit, jeune ou vieille, la figure du maître; dans le mobilier resté à la même place et dont l'air frétil et fané comate le respect, jusque dans les menus objets éparsés sur la table de travail, et que sa main y posa. Tout parle de l'absent qui s'en est allé voilà vingt-quatre ans déjà et la maîtresse de la maison semble l'attendre encore: «Ouvrez les fenêtres chez monsieur.» Cette phrase d'un ton presque joyeux, je l'ai entendue l'autre matin, au moment où je franchissais le seuil de la noble veuve.

Je garderai longtemps et pleinement le souvenir de l'entretien dont Mme. Michelet m'a honoré. Je n'oublierai jamais cette tête intelligente et virile encadrée de cheveux blancs bouclés, ces yeux doux et rêveurs qui passent parfois des éclairs de malice. Mme. Michelet est une Méridionale des bords de la Garonne. Elle a de son pays la nature vibrante, active que les années venues n'ont point engourdie. Elle a l'accent des cadets de Gascoigne et son langage est une musique qui donne du relais à sa pensée.

Et je songe à l'association de ces deux êtres: lui, profond, austère, penché sur le foulis de l'histoire et les problèmes de la vie; elle, jeune, souriante, mêlant son printemps à cet été. Mme. Michelet craintait de diminuer le prestige du maître si elle avouait quelle eut dans son œuvre sa part de collaboration. Et pourtant, on le sent bien, il y a quelque chose d'elle dans plus d'une page que nous admirons. Dans «La Femine», dans «L'Insecte», dans «L'Amour», c'est un peu de sa grâce, de son imagination, de son cœur que Mme. Michelet a laissé. Mais elle ne veut pas qu'on s'en aperçoive et c'est l'offense que de le dire.

Maintenant, sa joie est grande. Cette tête du centenaire, qui fut son pas une résurrection mais une glorification, a mis le comble à ses vœux. Jusqu'à ce jour, Michelet semblait n'avoir pas été suffisamment compris; on ne voulait voir en lui que le rêveur, le prêtre. Dans ce chef-d'œuvre, qui est son histoire, on s'obstinent à ne découvrir que de la passion et de la fantaisie; mais voilà qu'aujourd'hui son œuvre apparaît tout entière. C'est au grand éducateur du peuple que vont les hommages publics.

La jeunesse des écoles a défilé, l'autre jour, devant son buste au Panthéon; et par toute la France, le même jour, à la même heure, de l'école primaire au lycée, les maîtres ont commenté des pages immortelles.

Nous étions pour guide. A cette heure où nous sommes, Prends-nous pour nous conserver, suivant nos silences, Fais-nous des citoyens, des amis et des hommes; Que tout ce que tu fus, maître, nous le soyons.

Ainsi parlait le jour de l'apothéose, le poète Auguste Dorchant et le front d'illustre veuve rayonnant.

C'est elle, l'ouvrière infatigable de cette consécration suprême; elle seule pouvait assurer dans l'avenir le rôle et l'œuvre du maître et définir le but de sa pensée; car elle est celle en qui Michelet versa son âme, le seul être qui vécut de son cœur et de son cerveau.

Saluons cette noble femme avec admiration, reconnaissance et respect.

CH. FORMENTIN.

## AFFAIRE GREYFUS

Paris 6 septembre.

L'examen de l'affaire Greyfus préoccupa à tel point le gouvernement, que toutes les autres affaires restent

en suspens jusqu'à nouvel ordre. C'est ainsi qu'on ne parle plus pour le moment au ministère de l'Intérieur du mouvement préfectoral annoncé, et au ministère de la Justice un certain nombre de nominations sont en souffrance, sans oublier la vacance de la présidence du Conseil d'Etat qui n'est pas encore comblée.

## DEMANDE DE CONVOCATION

M. Léonce Pascal, député du Gard, adressa à M. Brisson la lettre suivante:

Uzès, 6 septembre.—Monsieur le président, en présence de l'émotion causée par la démission de M. Cavaignac, ministre de la guerre, convaincu de la culpabilité de Dreyfus et opposé à la révision du procès j'estime qu'il n'appartient pas au gouvernement de prendre une décision relative à la révision, sans avoir préalablement fourni des explications à la tribune, attendu que les élections législatives ont été faites en partie sur cette question: En conséquence, je considère que le devoir du gouvernement est de convoquer les Chambres dans le plus bref délai.

Veuillez agréer, etc., LÉONCE PASCAL.

## LE GOUVERNEMENT MILITAIRE DE PARIS

On remarque beaucoup que le général Zurlinden n'est pas remplacé comme gouverneur militaire de Paris et que le général Borius, commandant supérieur de la place et de la défense de Paris est seulement chargé de l'intérieur. C'est parait-il, une des conditions, que le général Zurlinden aurait posé au président du conseil quand celui-ci lui offrit le portefeuille de la guerre. Nommé depuis quelques mois au poste important de gouverneur de Paris, le général Zurlinden aurait fait valoir que si on lui désignait, dès maintenant, un successeur, il risquait de ne plus retrouver, quand il quitterait le ministère de la guerre, un emploi équivalent, ni même son siège au conseil supérieur de la guerre.

En effet, toutes les inspections d'armes sont pourvues de titulaires et le gouverneur militaire de Paris, après son nouveau passage au pouvoir, n'aurait pu obtenir qu'un simple corps d'armée, ce qui serait pour lui une déchéance. Le général Zurlinden, sachant par expérience que les ministères ne sont pas éternels, aurait insisté pour qu'on ne nommat qu'un intérêmaire au gouvernement de Paris afin qu'il pût, le moment venu, reprendre ses fonctions, et le gouvernement, désireux avant tout de s'assurer son concours, aurait fait droit à ce désir.

## CE QUE DISENT LES JOURNAUX

La presse entière commente et apprécie la nomination du nouveau ministère de la guerre et ces commentaires, ces appréciations sont le plus grand honneur au général Zurlinden. Ce que disent les journaux

Le Journal des Débats dit:

Tout le monde s'applaudira de voir se terminer si vite et de telle façon la crise ouverte par la démission de M. Cavaignac. Il est été très sacheux que dans les circonstances présentes le poste de chef de l'armée restât vacant pendant plus de vingt-quatre ou de quarante-huit heures; il eut été encore plus regrettable que la succession de M. Cavaignac fut dévolue, comme le bruit en avait couru, à un ministre civil.

Le choix de M. le général Zurlinden était assurément un des meilleurs auxquels on pût s'arrêter; sa brillante carrière militaire, sa conduite pendant la guerre de 1870, la droiture de son caractère lui assurent, l'estime et le respect de tous. Il a déjà rempli, il y a trois ans, les fonctions auxquelles il vient d'être appelé; mais il est resté, après comme avant, et pendant son passage au ministère de la guerre, absolument étranger aux luttes politiques.

Charge, au mois de janvier dernier, de remplacer M. le général Saussier à la tête du gouvernement de Paris, on comprend qu'il ait hésité un moment à changer ce poste contre celui que lui offrait M. le président de la République; mais il a entendu l'appel fait à sa dévouement et à son patriotisme. Au milieu de tant de passions si violemment excitées, sa nomination sera accueillie avec satisfaction et par l'assemblée nationale.

Le Temps a également le général Zurlinden d'avoir accepté le portefeuille de la guerre.

S'il lui avait plu, dit notre conférence, de se mettre à l'abri de graves responsabilités, les prétextes tirés de sa situation et des circonstances présentes ne lui auraient pas manqué; il a sans doute estimé que son patriotisme lui commandait de ne pas décliner l'offre du président du conseil. L'opinion lui saura gré de sa détermination et l'aidera à accomplir la tâche qu'il a vaillamment assumée.

Osera-t-on prétendre encore, comme on a essayé d'insinuer que la révision du procès Dreyfus est une atteinte portée à l'honneur de l'armée?

Nul apparemment n'est meilleur juge en cette matière, que l'ancien gouverneur militaire de Paris, dont on connaît les brillants états de service.

Si le général Zurlinden consent à la révision, n'est-ce pas la preuve la plus déplorable que cette opération judiciaire ne saurait en rien léser les intérêts dont le ministère de la guerre a le dépôt sacré?

La République française est aimée

de pour le général Zurlinden, mais dure pour M. Brisson:

M. Godfrey Cavaignac, dont la personnalité absorbante jeta tant d'ombre au débat, sur le chef et sur les membres du cabinet Brisson, et dont le nom semblait devoir être donné à la combinaison ministérielle, à quelle il appartenait de préférence, au nom même du président du conseil, M. Godfrey Cavaignac n'a fait que passer. Ce matin, la nomination de son successeur a été publiée au «Journal Officiel».

Le refus du général Saussier, après avoir refusé lui-même la poste actuellement si ingrat et qui réserve à son titulaire plus de soucis que de satisfaction et d'honneur, le général Zurlinden s'est rendu aux instances dont il était l'objet et, du coup, ont été arrêtées les démarches entamées avec d'autres généraux et tout autre réflexion de confier le portefeuille de la guerre à un civil, à un politicien abandonné. C'est ainsi que M. Brisson, l'austère Brisson, Brisson le parlementaire, Brisson le tacticien a eu raison, en dépit de son effacement réel ou apparent, du collègue dont les allures césariennes et plébiscitaires évoquaient, un moment, les souvenirs de la période boulangiste.

Quant à la «Patrie», dans une sorte de lettre ouverte adressée à M. Félix Faure, elle l'adjure de rompre un trop long, un trop inexplicable, un trop dangereux silence:

Si Dreyfus n'est pas le traître, il n'y avait aucun inconvénient diplomatique, absolument aucun, à faire reconnaître son innocence; il y avait, au contraire, un intérêt du premier ordre à établir la vérité devant la France et l'Europe, à ne pas laisser dans le monde cette étincelle de haine. Mais Dreyfus est le traître et les preuves de sa trahison ne peuvent être divulguées sans compromettre des secrets de vie ou de mort, secrets qui doivent jusqu'à l'heure où le canon grogneur aux frontières, demeurer inviolables dans les armoires de fer du ministère de la guerre, dans les tiroirs bien clos du ministère des affaires étrangères.

La Constitution, Monsieur le président de la République, vous donne le droit de Message; vous pouvez nous adresser directement aux Chambres; aux pays. L'arrêt qui condamne Dreyfus est la vérité légale; vous le savez, dites-le.

La campagne des défenseurs du traité, en faveur d'une révision dangereuse et d'une publicité impossible ne sauvera pas l'infime criminel, mais peut perdre ce grand pays. Vous le savez, dites-le; votre silence ouvre un abîme dans lequel peut tomber une personne plus auguste que la vôtre....

## La Mission Marchand

Paris, 10 septembre.

La dépêche d'Omdurman relative à l'occupation de Fachoda par une troupe blanche, très probablement française, et qui paraît être celle du capitaine Marchand, a produit à Paris une vive satisfaction. La hâte avec laquelle les Anglais avaient annoncé que leurs canonniers allaient se porter sur le haut fleuve témoignait des craintes qu'ils éprouvaient de voir la route barrée entre Khartoum et l'Ouganda. D'autre part, depuis de longs mois, on était sans nouvelles de la mission Marchand.

On sait que le hardi officier, désigné pour la périlleuse mission de relier le haut Oubanghi à Djibouti, sur le cours des éclatants services au Soudan, a été nommé au sujet de la Chine est virtuellement complétée; voici quelles en seraient les grandes lignes: 1.º La Grande-Bretagne reconnaît la puissance russe en Mandchourie et la Russie s'engage à accorder les garanties demandées par la Grande Bretagne; 2.º La Russie cesserá de s'opposer à l'émission par la Banque de Hong-Kong et Shanghai d'un emprunt pour la construction du chemin de fer de New-Chwang; 3.º la clause du contrat du chemin de fer de Pékin à Hang-Kou relative à l'arbitrage est annulée, conformément au désir de l'Angleterre qui n'a pas aucune objection à la construction de cette ligne par des capitalistes français, belges et russes; 4.º la Russie s'engage à respecter la sphère d'intérêts britanniques dans la vallée du Yang-Tse-Kiang.

## Vénus

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—



